

Extrait du registre des décisions du Bureau

République Française

Département de Saône et Loire

Arrondissement de Charolles

SEANCE DU 27 OCTOBRE 2021

Date de convocation
30 septembre 2021

Nombre de Membres en exercice : 14
Nombre de Présents : 7
Nombre de Pouvoirs : 2
Nombre de votants : 9

2021-031

L'an deux mille vingt et un, le vingt-sept octobre, à neuf heures trente, les membres du Bureau du Pôle d'Equilibre Territorial et Rural du Pays Charolais Brionnais se sont réunis à Paray le Monial, sur la convocation, en date du vingt-neuf septembre deux mille vingt et un, qui leur a été adressée par Monsieur Jean-Marc NESME, président.

ETAIENT PRESENTS :

Pierre BERTHIER, François de BELIZAL, Stéphane HUET, Bernard LABROSSE, Jean-Marc NESME, Denis PROST, Georges ROUSSELET
Stéphanie DUMOULIN en tant qu'invitée

POUVOIRS, ABSENTS OU EXCUSES :

André ACCARY, David CORDEIRO, Fabien GENET (pouvoir à Jean-Marc NESME), Gérald GORDAT, Edith GUEUGNEAU, Christian LAVENIR (pouvoir à Pierre BERTHIER), Dominique LOTTE sont excusés.

**Diagnostic préalable à l'élaboration
du Contrat de relance et de transition écologique (CRTE)**

Rapporteur : Pierre BERTHIER

Le Contrat de relance et de transition écologique va succéder au Contrat de ruralité qui avait été signé pour 3 années, 2018-2020, entre l'Etat, le PETR et les communautés de communes.

Le périmètre du PETR a été retenu pour le portage et la mise en œuvre de ce contrat. Les enjeux de ce nouveau contrat sont les suivants :

- Inclure les crédits du plan de relance,
- Etablir pour la durée du mandat un document-cadre pour la contractualisation entre les intercommunalités.

Concernant le contenu des CRTE, deux priorités :

- la relance de l'activité du territoire,
- la transition écologique, qui doit être l'axe transversal des CRTE.

Ce contrat devra être signé avant le 31 décembre 2021. Au préalable, un protocole d'engagement a été signé en juin 2021. La préparation du CRTE implique :

- une actualisation du projet de territoire du PETR,
- le recensement exhaustif des dispositifs contractuels ou programmes en cours qui seront intégrés au contrat,
- le recensement des projets du PETR, des communautés de communes et des communes qui pourraient rentrer dans ce nouveau contrat,
- la réalisation d'un diagnostic préalable du territoire portant notamment sur les enjeux écologiques, énergétiques et environnementaux,
- la mise en place d'une gouvernance,
- la mobilisation d'un comité de partenaires (conseil de développement, représentants des forces vives du territoire).

Le contrat formalisera l'engagement entre l'Etat, le PETR et les autres partenaires pour les 6 ans du mandat.

Par courrier du 19 avril dernier, le Président du PETR a sollicité un accompagnement de l'Etat pour la préparation de ce contrat, via les dispositifs proposés par l'ANCT aux collectivités territoriales (ADEME, CEREMA, bureaux d'études, etc.), afin de contribuer à l'élaboration du diagnostic et du plan d'actions.

En effet, le PETR ne dispose pas des ressources en ingénierie nécessaires pour préparer ce contrat dans les délais impartis, notamment pour élaborer le diagnostic lié à la transition écologique et aux thématiques environnementales (collecte, traitement et analyse des données spécifiques, définition des indicateurs, etc.). Ce travail requiert un profil « transition écologique », des connaissances et des compétences spécifiques que n'ont pas nos agents.

La demande du PETR a reçu une réponse favorable et le cabinet CDHU a été missionné pour réaliser cet accompagnement. Plusieurs réunions de travail ont déjà eu lieu.

Conseil Développement Habitat Urbanisme (CDHU) est un bureau d'études en développement local intervenant depuis 1996 dans les territoires ruraux et les villes moyennes du Grand-Est, de l'Île-de-France, de Bourgogne-Franche-Comté, du Centre-Val-de-Loire et d'Auvergne-Rhône-Alpes. CDHU est composé d'une équipe pluridisciplinaire regroupant 25 collaborateurs : urbanistes, géographes, architectes, paysagistes, environnementalistes, chargés d'opérations habitat, thermiciens. Il dispose de quatre agences à Troyes, Auxerre, Nevers et Valence.

En outre, dans le même courrier daté du 19 avril 2021, le PETR du Pays Charolais-Brionnais a sollicité un accompagnement financier de l'Etat pour l'ingénierie dédiée à la mise en œuvre du CRTE et à la préparation de la candidature UNESCO (à flécher sur le poste direction/UNESCO du PETR et éventuellement celui de gestionnaire Leader et des contractualisations).

Pour mémoire, dans le cadre du Contrat de ruralité du Pays Charolais-Brionnais (2018-2020) une ligne ingénierie avait été inscrite (30 000 € par an provenant du FNADT) et fléchée sur le poste UNESCO devenu le poste direction/UNESCO. Le PETR a perçu le solde de cette subvention en 2021.

Considérant le diagnostic produit par le cabinet,

Le Bureau, après en avoir délibéré à l'unanimité des présents et représentés :

- Approuve le diagnostic préalable à l'élaboration du CRTE préparé par le cabinet CDHU missionné dans le cadre de l'accompagnement de l'ANCT



Pour extrait certifié conforme,
Le Président,
Jean-Marc NESME